



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la coordination et de
l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Mme Sylvie Sold
sylvie.sold@moselle.gouv.fr
03 87 34 86 90

Metz, le **20 MARS 2025**

Lettre recommandée avec AR 2C 109 049 5694 5

Monsieur le président,

Par lettre du 7 février 2025, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté mettant en demeure le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite sur le site de Sainte-Fontaine situé sur le territoire des communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach.

Après examen des observations formulées par courrier du 19 février 2025, je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral pris ce jour.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Richard Smith

Monsieur Roland Roth
président du Sydeme
1, rue Jacques Callot
57600 Morsbach

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 104

du **20 MARS 2025**

mettant en demeure le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) de respecter certaines dispositions pour son site de Sainte-Fontaine situé sur les communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment l'article L.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié ;
- Vu** les éléments transmis par l'exploitant suite à la visite d'inspection du 14 janvier 2025 ;
- Vu** le rapport du 14 janvier 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le courrier préfectoral du 7 février 2025 informant le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) de la mise en demeure envisagée à son

encontre et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

Vu la réponse formulée par le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) par courrier du 19 février 2025 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé précise que l'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant [...]. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. Les moyens de secours feront l'objet de vérifications annuelles par une personne qualifiée. Leurs résultats seront consignés sur un registre. [...];

Considérant l'absence de vérification des robinets d'incendie armés (RIA) en 2024 ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que la vérification réalisée le 4 avril 2023 des 5 robinets d'incendie armés (RIA) présents au sein du bâtiment « recyclables » met en évidence qu'ils ne sont plus alimentés ;

Considérant les engagements de l'exploitant de procéder en 2025 à la remise en état des RIA ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 7.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé indique que l'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : [...]

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement [...];

Considérant que le plan de défense incendie mis à jour en janvier 2025 est incomplet ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé précise que dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la

disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. [...];

Considérant que les articles 7.2.4.2 et 7.2.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé indiquent que [...] le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours. [...] Le personnel ayant à pénétrer sur le site sera entraîné à la lutte contre l'incendie [...];

Considérant l'insuffisance de la formation du personnel et des sous-traitants sur les conduites à tenir en cas d'incident, sur les risques liés à l'installation et les moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions des articles 7.2.4.2 et 7.2.4.4 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé ainsi que certaines dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé précise que [...] les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. [...];

Considérant que les déchets de bois non broyés sont entreposés en limite du périmètre ICPE du site sans présence de mur ou de dispositif séparatif ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose que : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

Le syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME), dont le siège social est situé, 1 rue Jacques Callot 57600 Morsbach est mis en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter pour son site de Sainte-Fontaine situé sur le territoire des communes de Saint-Avold et Freyming-Merlebach :

- dans un délai de 1 mois :

- les dispositions suivantes de l'article 7.2.4.1 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé en ce qui concerne les RIA : « L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant [...]. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables

de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. » ;

- les dispositions suivantes de l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP/BUPE-290 du 21 septembre 2015 modifié susvisé en ce qui concerne les RIA : « Les moyens de secours feront l'objet de vérifications annuelles par une personne qualifiée. » ;
- les dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé : « [...] Il [Le plan de défense incendie] comprend au minimum : [...]
 - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement,
 - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre [...],
 - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité [...],
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement. [...] » ;
- les dispositions suivantes de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé : « Les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120. [...] »
- **dans un délai de 3 mois :**
 - les dispositions suivantes de l'article 7.2.4.2 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé : « [...] Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours. » ;
 - les dispositions suivantes de l'article 7.2.4.4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé : « [...] Le personnel ayant à pénétrer sur le site sera entraîné à la lutte contre l'incendie. [...] » ;
 - les dispositions suivantes de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé : « [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. [...] ».

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au syndicat mixte de transport et de traitement des déchets de Moselle Est (SYDEME) et dont

une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et aux maires de Saint-Avold et Freyming-Merlebach.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Richard Smith

Délais et voies de recours :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

